



Pas de Baillon sur les revendications ! Levée de l'état d'urgence .

Les syndicats CGT, avec les Unions locales, avec l'appui de l'Union départementale, sont sur tous les fronts, face aux mesures patronales et gouvernementales de régression sociale :

- Avec les salariés de Kimberly clark, quand ils se sont mis en grève pour toucher un même montant de prime.
- Avec les métallos de Flexifrance, quand ils débrayèrent spontanément sur la question des salaires et du pouvoir d'achat.
- Avec les salariés de Renault, pour assurer la sécurité sur chaque site, et maintenant pour la défense de chaque site (dont Sandouville, Cléon et Dieppe sur le 76) et le maintien de tous les emplois, y compris les précaires.
- Avec les salariés de l'Education nationale (voir ci joint le compte rendu d'un premier rassemblement).
- Avec les hospitaliers (Voir ci joint les rassemblement et manifestations, au Rouvray, à Dieppe).

Il s'agit, dans tous les secteurs d'imposer des mesures de sécurité, et le maintien des rémunérations, de maintenir les emplois et de bloquer les plans sociaux, de stopper la déréglementation, les privatisations, et la dislocation des services publics.

Le gouvernement a du sang sur les mains par la situation qu'il a imposé pour prendre en charge le Covid : Manque de lits, de masques, de tests, de lits de réanimation, d'effectifs... mais il impose l'état d'urgence pour tenter de bâillonner les salariés et la CGT. Nous demandons la levée de cet état d'urgence et le rétablissement des libertés fondamentales. Non seulement nous le demandons, mais quand les conditions sont réunies, nous savons l'imposer.

Edouard Philippe a mis en place le 25 mai, avec 300 invités en visio-conférence, le Ségur de la Santé, qui traitera aussi de la Sécu. La CGT ne rejoint pas le chœur des bien-pensant, qui, avec une grande tendresse pour le Président, prie Macron de tenir ses engagements.

Les engagements de Macron, sont conformes à ce que lui demande le grand capital : C'est la destruction de toutes les grandes conquêtes sociales.

Macron a nommé Nicole Notat pour piloter le Ségur de la Santé. Rappelons que Nicole Notat, quand elle était, en 1995, la secrétaire générale de la CFDT avait œuvré pour la liquidation de la Sécu en approuvant le «plan Juppé». Ce plan a mis les milliards de nos salaires socialisés dans les mains de l'Etat, et a instauré pour la première fois un ONDAM : Objectif National de Dépenses de l'Assurance Maladie. Avec l'ONDAM, voté à l'Assemblée nationale, au lieu de partir des besoins en soins de la population, le gouvernement définit une enveloppe fermée. Depuis 1995 et la mise en place de l'ONDAM, les hôpitaux, étranglés financièrement, ont fermé 100 000 lits. Merci Juppé-Notat.

Ces derniers jours, les hospitaliers, avec la CGT, en Seine Maritime et dans toute la France, commencent à se rassembler et à manifester, en bravant l'état d'urgence, pour leurs revendications : Hausse de 15% du point indiciaire - Assez de fermetures, réouverture des lits Des effectifs statutaires en nombre. La CGT est engagée dans ce combat avec tous ses syndicats.

Face à cela le Premier Ministre a précisé qu'il ne voulait pas «changer de cap», mais «changer de rythme». Il prétend poursuivre les fermetures et casser les règles protectrices de l'organisation du travail.

C'est l'avenir de l'Hôpital public, et aussi de la Sécu qui va se jouer face aux volontés de Macron-Notat et du MEDEF.

Nous avons à discuter, et à prendre les initiatives, dans la CGT pour défendre l'Hôpital public et la Sécu. Il est temps de faire converger les revendications contre ce que le gouvernement prétend faire avec le Ségur. La question nous est posée de converger vers les antennes du Ségur : ARS, Préfecture et sous préfectures.

Action des Hospitaliers de Dieppe qui a rassemblé 400 manifestants

Discours prononcé par Mathias Dupuis lors du rassemblement des hospitaliers de Dieppe le 26 mai 2020



J'adore regarder applaudir les gens ... Sur le coup des vingt heures, Ils applaudissent en chœur...

Les infirmières, les ambulancières, les caissières, les camionneurs, les docteurs, les facteurs, les transporteurs, les livreurs, les commerçants, les uber, les boulangères, les charcutières et les bouchères, les employés du bâtiment ou encore tous les employés des services publics qui sont restés au front pour soigner, nettoyer, éduquer, résoudre l'urgence sociale...

Bref continuer de faire fonctionner le pays

Dans notre beau roman national, il fut un temps pas si lointain où on ne lésinait pas sur les remerciements et où tout le monde s'agrégeait dans la même ferveur œcuménique. La grand-messe de 20 heures.

Macron adorait, il a même décalé son allocution d'un soir pour permettre ce pur moment de résilience collective. On mettait le nez à la fenêtre et on applaudissait.

Les people aussi, sans fard, poilus et mal coiffés (une stratégie de com' ?) jouaient à nous ressembler dans leur salon, posés devant leur bibliothèque et ils nous racontaient combien leur confinement était une opportunité créative. Parfois, ils poussaient la chansonnette unplugged, en toute intimité...

D'où vient cette idée de l'applaudissement rituel du soir ? Personnellement, je pencherais pour une lubie des communicants macroniens, applaudir au balcon, ça fait plaisir, ça fédère et ça coûte pas un pognon de dingue, une idée disruptive, quoi !

Mais que s'est-il passé ?

Aujourd'hui, sur le coup des 20 heures, les balcons sont désespérément vides et muets.

A l'heure du déconfinement, les balcons sont déconfits.

Point d'applaudissements, point de tapages sur batterie de cuisine recyclée en percus, point de témoignages et d'encouragements éphémères, les odes aux soignants ont vécu, aujourd'hui submergées par le flot impétueux de la vie qui reprend !

On a rangé la sono, la playlist et les envolées chorales qui revenaient invariablement habiter les soirées se sont tues.

C'était le temps où il fallait remercier ... aujourd'hui est un autre jour.

Dégonflée comme une vieille baudruche la résilience collective !

Déconfinée l'identité de groupe des remerciant !

On voyage à nouveau en solitaire mais masqué vers un «jour d'après» fantasmé...

On a rangé les vieux draps pendus aux fenêtres sur lesquels on avait écrit «plus jamais ça !» en préférant ignorer l'inanité maintes fois vérifiée de ce vœu pieux !

Et pourtant, Les soignants soignent toujours, les caissières encaissent toujours derrière leurs cages de plexiglas, avec toujours aussi peu de moyens et des salaires de misère...

Ainsi que les facteurs, les transporteurs, les livreurs et les commerçants, les uber, les boulangères, les charcutières et les bouchères, les employés du bâtiment, ou encore tous les employés des services publics qui sont restés au front pour soigner, nettoyer, éduquer, résoudre l'urgence sociale...

Mais voilà que pour mettre un terme à l'histoire qui a assez duré, le gouvernement dégage les pourboires et autres petites gratifications aussi symboliques qu'humiliantes.

Dans ce domaine, les idées ne manquent pas, sublime aumône d'un exécutif décidément trop bon pour le petit personnel : «Et si on leur filait des primes ?»

Suivi d'un sublime éclair de génie de la part des mêmes : «Et si on leur rendait hommage le 14 juillet ?»

Pour conclure sur une, non moins sublime, suite dans les idées : «Et si on leur filait des médailles ?»



«Les médailles, c'est la libido des vieux» disait Desproges. On ne dira jamais assez combien ce nouveau monde est vieux.

C'est qu'il a fallu un sacré brainstorming des technocrates de l'Elysée et de Matignon pour arriver à cette belle saloperie...

Mais on n'avait pas tout entendu !

Jusqu'à la suggestion lumineuse d'une députée «En marche !»

«Et si on demandait aux salariés de filer leurs RTT ou un peu de leurs vacances pour les soignants ?»

Il paraît que Pénicaud a adoré le concept !

Et puis, et puis, cette initiative locale émanant d'un collectionneur de voitures de prestige :

«Je propose un tour de bagnole gratuit aux soignants pour leur changer les idées !»

Un tour de manège ? Sérieux ? J'en connais qui ont préféré en rire de désespoir.

Voilà, on en est là :

Un pourboire aussi indigne qu'inéquitable qui ne manquera pas de provoquer des rancœurs et des rivalités...

Une médaille, en espérant qu'avec un peu de chance leur format permette de débloquent les caddies de supermarché.

Quant à l'hommage du 14 juillet,» aux courageux premiers de corvée, aux héros, la patrie reconnaissante.»

Il sera forcément à la bassesse du reste...

Et je ne désespère pas, les bons sentiments faisant le job, on verra peut-être un jour le hashtag « #adopteunsoignant » fleurir sur les réseaux sociaux.

L'avenir est radieux !

SUR LES 110 MILLIARDS DÉBLOQUÉS POUR L'ÉCONOMIE, SEULS 8 MILLIARDS SERONT DESTINÉS À L'HÔPITAL (POUR PAYER LES HEURES SUPPLÉMENTAIRES DES SOIGNANTS ET LES ÉQUIPER DE MASQUES), UNE SOMME DÉRISOIRE PAR RAPPORT AU BUDGET DE LA SANTÉ (200 MILLIARDS D'EUROS ENVIRON), INCLUANT EN OUTRE LES INDEMNITÉS JOURNALIÈRES VERSÉES AUX PERSONNES QUI SE METTENT EN ARRÊT MALADIE POUR GARDER LEURS ENFANTS, ET SEULEMENT 1 MILLIARD EST CONSACRÉ AUX MESURES DE SOUTIEN AUX MÉNAGES LES PLUS DÉMUNIS.

En parlant d'avenir, comment ne pas dire un mot sur la menace qui plane sur l'usine Alpine de Dieppe, les secondes qui s'égrainent lentement pour aller jusqu'à vendredi, et connaître la décision du groupe Renault, résonnent dans la tête de chacun comme des grains de sable s'écoulant lentement dans un sablier, et j'ai forcément une pensée forte pour les 400 salariés du site ce matin suspendus au bon vouloir des maîtres de forges...

Le gouvernement se lavant les mains prétextant cette crise sanitaire pour mieux faire passer tous les rêves de ce vieux monde... remettre au pas les salariés et détruire tous leurs conquits sociaux...

Dans ce contexte si particulier, je pense aussi à tous ces salariés, imposés de rester chez eux, pour beaucoup avec des grosses pertes de salaires, à qui on a tenté ou souvent réussi de voler des congés payés ou des repos compensateurs...

À tous les salariés en CDD, dont on a cassé leurs contrats, les laissant dans une détresse incroyable, à tous ces salariés indépendants, qu'on a poussé à s'auto-entreprendre et qui n'ont et n'auront aucun revenu pendant au moins 3 mois...

Je pense à tous ces salariés qui vont rester au bord de la route ou qui attendent encore, sans nouvelles de leurs employeurs, dans l'angoisse du quotidien, ce que demain leur réserve...

Cette crise n'est pas que sanitaire, elle est profondément sociale...

Mais aujourd'hui, autant qu'hier, seuls les salariés ont le progrès social entre leurs mains, il est des pays, puisqu'il faut sans cesse nous comparer, où le progrès social est en route, comme en NZ, où Mme le premier ministre vient de proposer de passer à la semaine de 4 jours et de rajouter des jours fériés, à la ministre communiste du travail en Espagne, où elle vient d'interdire les licenciements...

En France, la régression sociale est en route, le gouvernement et les tenants du Capital veulent nous faire payer l'addition de leurs goinfreries financières, de leur mondialisation de la répression et de la misère...

Nous ne voulons plus de ce monde-là... Nous voulons un monde plus juste et plus solidaire... un monde de paix et d'avenir... Et c'est ensemble, dans la lutte, que nous l'obtiendrons ce jour d'après... Celui où nous applaudirons aux fenêtres les vainqueurs du progrès social.

Vive la lutte, vive la CGT !!!





Près de 2400 salariés présents, soit 90% des salariés en production, toujours de nombreux salariés en télétravail.

Les élus CGT ont participé aux visites sur le site, dans les ateliers, auprès des salariés, pour s'assurer que les moyens sont mis en place pour assurer leur protection, mais, avec l'augmentation du nombre de salariés, la situation devient de plus en plus critique.

Alors que la CGT (entre autre), appuyée par la médecine et l'inspection du travail, avait obtenu 6H de travail payées 8 pour les centaines de salariés présents à Cléon les semaines précédentes, la direction a décidé, malgré le contexte, d'allonger à nouveau la durée du travail, alors qu'elle l'avoue elle-même, elle n'a pas de vision sur la production au-delà d'un mois.

Mais pour le patronat, payer des salariés 8H alors qu'ils travaillent 6 heures est insupportable !!!

Conséquences du changement d'horaires : *obligation de manger sur place dans des réfectoires trop petits, parfois même dans le bruit et la fumée ou dans des salles mal ventilées, en utilisant des micro-ondes, distributeurs, files d'attentes devant les vestiaires... multipliant ainsi le risque de contamination.*

De nombreux salariés ne mangent plus du tout, pas de place, peur de la contamination... au risque de mettre leur santé en péril.

Mais pour la direction, la production et le profit passent avant tout.

La CGT continue d'échanger avec les salariés sur la situation, aucune action n'est exclue dans les jours qui viennent.

Sur les accords signés chez Renault et le vol de congés...

Les syndicats CFDT, CFE/CGC et FO ont signé un « accord de crise » au niveau du groupe Renault, il permet aussi à la direction d'imposer 6 samedis obligatoires supplémentaires soit 12 jusqu'à la fin de l'année, de supprimer ou décaler les congés annuels...etc. Cet accord a également permis à la direction de prendre une journée de congé (journée de solidarité) à tous les salariés début avril et une journée de congé par semaine de chômage.

La direction explique que ces journées servent à compenser la perte de salaire lié au chômage et être indemnisés à 100%, c'est faux : **la première journée de solidarité prise à tous les salariés suffit à indemniser tous les salariés pendant plus de 2 mois au chômage.** En CSE le 14 mai, les élus CGT ont demandé à la direction de nous expliquer à quoi servent les jours volés toutes les semaines et où va l'argent correspondant à ces jours ? La direction ne sait pas (ne veut pas) répondre !!!

Ça représente plusieurs millions d'euros juste pour Cléon.

La CGT va continuer de communiquer sur ce sujet et sur la situation en général, les salariés doivent intervenir pour que cessent le vol des congés et les attaques du patronat.

Sandouville et campagne anti CGT : Le tribunal du Havre a déclaré le 7 mai que l'activité de l'usine Renault de Sandouville devait être suspendue car : « *la reprise de la production ne permet pas d'assurer (...) la sécurité des travailleurs face aux risques liés au Covid-19* ». Cette décision de justice faisait suite à un référé déposé par la CGT du site.

Les commentaires des journalistes, de Bruno Le Maire, des partenaires sociaux comme Laurent Berger, qui n'hésitent pas à remettre en cause une décision de justice est particulièrement scandaleux. La CGT Renault Cléon a apporté son soutien aux camarades de Sandouville en CSE. Un tract va être distribué sur le sujet cette semaine

Le pire est à venir, le patronat et le gouvernement ne veulent pas changer de cap, il va falloir mobiliser. Mobiliser aussi chez Renault, Renault qui, avec 15,8 milliards d'euros dans les caisses, lance un plan d'économie de 2 milliards.



On est là ! Même si PENICAUD veut pas, nous on est là !

Dans le cadre de l'action appelée par l'intersyndicale nationale pour demander le retrait de la procédure disciplinaire diligentée par le Ministère du travail à l'encontre d'Anthony Smith, notre collègue inspecteur du travail, les camarades SUD/CGT de la DIRECCTE de Normandie et d'autres collègues soutenus par les camarades de l'interpro Solidaires et CGT, se sont rassemblés symboliquement ce mardi matin 19 mai 2020 devant les services de l'inspection du travail de Rouen et d'Hérouville saint Clair.



Avec les camarades de l'interpro, nous étions **une quinzaine à Hérouville Saint Clair et une quarantaine à Rouen pour venir afficher notre soutien à notre collègue et camarade, Anthony**, qui s'est fait suspendre, de manière totalement discrétionnaire et autoritaire depuis maintenant plus d'1 mois, pour avoir simplement fait son travail pendant la période de confinement et avoir osé engager une procédure de référé pour protéger les salariés d'une entreprise dans le secteur de l'aide à domicile.



Madame la Ministre, nous ne céderons pas aux pressions et continuerons de **défendre une inspection du travail indépendante du pouvoir politique et du patronat** contre vos attaques et vos directives attentatoires à l'indépendance de nos fonctions et relayées par votre bras armé qu'est la DGT.

Nous continuerons de nous battre **pour une inspection du travail au service des travailleurs et des travailleuses**, une inspection qui doit pouvoir continuer à exercer ses missions de protection des salarié-es, qui ne doivent pas perdre leur vie à la gagner, n'en déplaise à Madame PENICAUD.



Nous exigeons le retrait de cette procédure disciplinaire inique et la réintégration immédiate de notre collègue Anthony SMITH.

Action le 27 mai dans l'Education

Le 27 mai, à l'appel de la CGT Educ'action, de la FSU de FO et de SUD, nous étions environ 40 à nous rassembler sous les fenêtres de l'Inspection Académique à Rouen, à l'occasion du **Conseil Départemental** de l'Education Nationale.

On était là pour dénoncer les mauvaises conditions sanitaires de la reprise dans les écoles et les collèges : problème de personnel pour l'entretien et la désinfection des bâtiments, masques éducation nationale qui ne protègent pas et ne respectent pas les normes les plus efficaces, peu ou pas d'évaluation des risques avant ouverture, des enquêtes CHSCT qui ne sont pas menées suite à des alertes.

Et les conditions pédagogiques ne permettent bien souvent pas aux enseignants d'exercer leur métier dans de bonnes conditions : on se retrouve, par exemple, à faire cours à des élèves qui ne sont les nôtres.

Que va-t-il se passer quand on va accueillir les autres niveaux de classes ?

Dans notre intervention, on a aussi estimé qu'il fallait exiger la levée de l'état d'urgence et reprendre le chemin de la lutte collective interprofessionnelle. On pourrait se saisir de la date du 16 juin, à l'initiative des hospitaliers, pour mettre un coup d'arrêt à la destruction des services publics et à la démolition des droits des salariés (retraites à point, augmentation du temps de travail, licenciement, ...).

Education nationale, nos revendications pour maintenant :

- Les tests de dépistage du COVID réguliers pour les personnels et les élèves
- Le matériel de protection en quantité abondante aux normes, et en stock important (gel, masques FFP2, lingettes désinfectantes, etc...)
- Des maxima de 10 par classe partout
- Du personnel d'entretien en nombre suffisant pour désinfecter les locaux
- La garantie d'emploi pour les AESH et la garantie qu'elles/ils ne seront pas contraint.e.s à revenir sur leur lieu de travail, puisque leur mission implique une grande proximité physique avec les élèves.

Nos revendications pour la rentrée de septembre.

Les mêmes qu'au-dessus avec en plus :

- Une protection accrue pour les AESH et un AESH à temps plein par élève pour éviter les transferts potentiels du virus, et aider au mieux les enfants
- l'annulation de toutes les suppressions de postes et fermetures de classes
- Des effectifs largement allégés toute l'année scolaire 2020/2021, de l'école au lycée hors épidémie et de 10 élèves par classe si l'épidémie est toujours présente.
- un recrutement massif de titulaires, en urgence, dans toutes les catégories de personnel, notamment par la titularisation de nos collègues non-titulaires et stagiaires.

Action au Centre Hospitalier du Rouvray le 26 mai

La CGT du Rouvray avec l'appui de l'USD participait à un rassemblement de 100 personnes le 26 mai devant le Centre hospitalier - pour que soient stoppées les menaces contre plusieurs collègues ayant dénoncé la pénurie de masques

- contre l'injustice par rapport à la prime.

- Pour demander 300 € pour tous et l'augmentation du point indiciaire.

